



# MASTER 1 & 2

Mention Études du développement – SHS

## Crises : interventions d'urgence et actions de développement

Responsable Anne Le Naëlou  
Sociologue  
Maitre de conférences  
IEDES - Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Site IEDES  
~~VIASSP/BUERØ~~  
Cité du développement durable  
Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris  
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex  
France  
iedes@univ-paris1.fr  
<http://www.univ-paris1.fr/ufr/iedes>

Laboratoire d'accueil UMR Développement & Sociétés  
Université Paris 1 – IRD  
<http://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/>

## Parcours « CRISES : INTERVENTIONS D'URGENCE ET ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT »

Responsable : Anne Le Naëlou  
Maître de conférences, IEDES/Université de Paris I – IEDES  
[Anne.le-naelou@univ-paris1.fr](mailto:Anne.le-naelou@univ-paris1.fr)

### PRÉSENTATION DU PARCOURS

Depuis le début des années 90, de nombreuses crises ont surgi ou se sont développées sous des formes nouvelles ; elles sont pour certaines d'entre elles durables. Il en résulte une évolution des interventions de la communauté internationale, tant du point de vue des acteurs et de leurs relations (diplomatie, forces armées, organisations non gouvernementales, fondations) que des modes d'intervention (urgence, reconstruction, développement, médiations et actions de paix) qui se professionnalise. Le dispositif de l'aide et de la coopération est profondément restructuré recentrant les moyens financiers et les personnels vers les pays de l'Europe de l'est au détriment d'aires géographiques traditionnelles, notamment africaines. Dans le même temps, de nouvelles puissances régionales émergent et de nouveaux lieux de régulations internationales sont renforcés. Les situations de conflits armés se multiplient trouvant un terrain favorable dans les pays en situation de crise économique (Etats fragiles, privatisations et appropriations, licenciements massifs dans les fonctions publiques, ingérences de la communauté internationale), sociale (émeutes de la faim, mouvements des « sans terre »...) et idéologique (autoritarisme, populisme, fondamentalisme...).

Afin de répondre à la nécessité - perçue de plus en plus nettement par les Organisations internationales et nationales, par les ONG et par les entreprises - de recruter des cadres capables de concevoir et de conduire des actions dans la complexité des situations de crise et d'en évaluer les effets multidimensionnels un DESS « Crises : interventions humanitaires et actions de développement » a été créé en 1999 ; il est aujourd'hui un parcours de master1 & 2 inscrit dans le contrat quinquennal de l'Université Paris 1 2018-2022

Le parcours « Crises », relève de la mention nationale de master « Etudes du développement » rejoignant la famille des formations niveau master et doctorats des *Development studies* et membre de l'*European Association of Development research and training Institute* (EADI) [www.eadi.org](http://www.eadi.org).

### OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES ET PROFESSIONNELS DU PARCOURS

Selon la législation en vigueur, le parcours « Crises » du Master mention « Etudes du développement » en sciences sociales de l'IEDES est *indifférencié* préparant aussi bien aux métiers à finalité professionnelle et/ou recherche.

Le parcours « Crises » est conçu sur deux ans. Une entrée directe en M1S2 est possible pour les étudiants déjà inscrits dans une formation de M1 à l'Université de Paris I (jury début février). Aux côtés des étudiants ayant validé leurs M1 à l'IEDES, des entrées directes extérieures sont possibles en 2<sup>nd</sup> année.

Le parcours vise la formation de cadres, d'experts, de consultants, appelés à travailler dans des institutions internationales, nationales, des collectivités territoriales ou des organisations non gouvernementales ou des fondations menant des programmes d'action d'urgence, de post-urgence et de développement dans des situations de crise et de fin de crise.

Ces crises peuvent résulter de conflits internationaux ou de guerres civiles, mais également de catastrophes naturelles ou de causes économiques et sociales : famines, déplacements massifs de populations, déliquescence de l'État, chocs économiques externes. Diagnostiquer les différents aspects de la crise, identifier les ressources existantes pour y répondre (internes ou externes), trouver les moyens de les mobiliser (projet collectif, médiateurs...), reconstruire, « réparer » et réorganiser, pour prévenir la résurgence des crises : à toutes ces étapes correspondent des savoirs et des modes d'action qui font l'objet de cette formation.

Il est aujourd'hui admis que les pratiques, les cadres d'analyse, les procédures (définition des interventions et ciblage des financements) des interventions d'urgence doivent se combiner à d'autres types d'actions de développement afin de contribuer à la reconstruction des sociétés locales frappées par des crises (catastrophes naturelles, crises économiques, sociales et politiques ...). Ce parcours met l'accent sur la nécessité d'aborder les contextes d'interventions, qui apparaissent délités et désorganisés, en mettant l'accent sur le renforcement de la capacité des pays et groupes sociaux vulnérables à tirer le meilleur parti de leurs capacités, de leurs ressources et

des possibilités qui leur sont offertes. En effet, la réflexion repose ici sur une conception du développement selon laquelle celui-ci ne saurait se réduire à la simple exportation de modèles économiques et culturels occidentaux non articulés aux réalités locales.

C'est la raison pour laquelle le parcours « Crises : interventions d'urgence et actions de développement » inscrit sa problématique dans l'articulation entre actions d'urgence et programmes de réhabilitation-développement. A cette fin, il n'a pas pour objectif de délivrer un manuel humanitaire et met l'accent sur une nécessaire connaissance fine des réalités sociales, politiques et économiques des pays du sud.. Il vise à contribuer au renforcement des compétences professionnelles et des capacités d'innovation des organismes et institutions chargés de concevoir et de mettre en œuvre ces programmes en privilégiant une capacité à comprendre les différentes facettes des situations de crise d'une part et à saisir les dynamiques et des relations sociales qui organisent les acteurs qui sont l'objet de ces actions pour les accompagner dans ces dynamiques d'autre part.

Par sa nature même, le domaine du développement appelle une mobilisation de toutes les disciplines de sciences sociales: sociologie, anthropologie, économie, histoire, sciences politiques, géographie, démographie, droit... L'interdisciplinarité n'est pas, ici, une simple question de principe, mais une question d'efficacité. D'une part, le dialogue avec les sciences « dures » est une exigence pour penser un développement durable. D'autre part, le dialogue entre les sciences sociales s'impose pour analyser les environnements et enjeux dans les régions concernées et apparaît constamment comme la clé de la réussite ou de l'échec des opérations de développement et a fortiori d'urgence. La mise en place de formations d'excellence en matière d'étude du développement durable ne peut que reposer sur l'alliance entre une interdisciplinarité voulue et maîtrisée, et une spécialisation nécessaire.

## RECRUTEMENT

Le parcours « Crises : interventions d'urgence et actions de développement » est ouvert **en formation initiale** et en M2 également à **formation continue** via le [service FCPS](#) de Paris 1. Pour candidater en M1, il est demandé un diplôme de niveau L3 ou équivalent. Les principales formations concernées sont la sociologie, l'anthropologie, l'ethnologie, la géographie, l'histoire, la philosophie, les études de sciences politiques, AES, les sciences juridiques ; toute candidature autre doit inclure des enseignements SHS validés avec des notes. Toutes activités validant un intérêt particulier pour les questions liées au développement économique et notamment aux thématiques liées au parcours (mémoire, stage, expérience associative ou bénévole...) sont prises en compte dans la sélection des candidatures.

Le parcours s'adresse également à des responsables d'ONG, à des cadres d'institutions nationales ou d'un autre pays UE ou hors UE, à des salariés d'entreprises publiques ou privées, qui le plus souvent en accord avec leurs employeurs, mais également sur initiative individuelle, cherchent à acquérir ou à réactiver l'acquisition d'outils analytiques et conceptuels qui leur permettront de progresser dans leurs pratiques professionnelles. Les procédures de validation des acquis s'effectueront selon les termes réglementaires. Le candidat devra faire la preuve que ces acquis professionnels sont liés aux thèmes développés dans le parcours.

Les effectifs visés sont d'environ 15 étudiants par promotion de M1 et 23 de M2

La sélection pour l'entrée en M1 et M2 se fait sur dossier (examen des notes et évaluations).

## ECHANGES INTERNATIONAUX

L'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne à une offre générale de mobilité à l'international M2, dont les ERASMUS, à laquelle les étudiants de l'IEDES peuvent candidater dès leur M1.

Une convention spécifique d'échange d'étudiant et d'équivalence d'UE M2 est signée entre l'IEDES et l'EDIM de l'Université d'Ottawa pour 4 à 5 étudiants par an après sélection des dossiers et jury croisés.

L'Ecole du Développement International et de la Mondialisation offre une offre pédagogique multidisciplinaire et relativement riche. En effet, en plus des cours proposés directement par l'EDIM, les étudiants de niveau Master (appelé Maîtrise au Canada) ont accès à l'ensemble des cours de niveau master délivrés par les autres départements des sciences sociales de l'Université. L'ensemble des cours de niveau master est géré par la Faculté des Etudes supérieures et post-doctorales (pour plus de détails, Cf sur site de l'IEDES rubrique « Formations », la « Note Mobilité EDIM/IEDES en pdf)

## DÉBOUCHÉS

Progressivement, les programmes d'interventions, dès la formulation des appels d'offre, prennent en compte une nouvelle orientation privilégiant l'articulation entre actions d'urgence, et programmes de réhabilitation-développement. Les acteurs non-gouvernementaux des interventions humanitaires ou de développement ont, pour l'essentiel, déjà entrepris ces dernières années leur mutation vers des stratégies d'intervention *articulant* urgence et développement. Les bailleurs de fonds, tels que l'Union Européenne (ECHO/EUROPAID) ou la Coopération Française, mais également les bureaux d'études dont les activités sont liées à ces institutions sont également en pleine mutation dans ce domaine.

Aux côtés de profils purement gestionnaires et financiers issus d'écoles spécialisées, ces organismes tendent aujourd'hui à privilégier le recrutement de cadres et de responsables ayant des capacités de synthèse, d'analyses critiques et d'innovation et formés aux approches Sciences Humaines et Sociales (SHS) afin d'adapter les philosophies, les dispositifs d'interventions et les pratiques professionnelles aux contextes politiques très évolutifs et d'une grande complexité.

Dans les universités, dans les instituts et les centres de recherches publics ou privés, se constitue aussi une capacité d'analyse des contextes d'interventions en changement, de leurs interactions avec la mondialisation et portant une attention renouvelée aux stratégies et adaptations des acteurs nationaux et locaux aux effets de l'aide.

### **Ces organismes peuvent être présentés par grandes familles :**

- Bureaux d'études français et UE : IRAM, CICDA, SOFRECO, BDPA, SODETEG, ...
- ONG d'urgence : MDM, Humanity & Inclusion, MSF France, Belgique et Suisse, VSF, Solidarités,...
- ONG de développement intervenants en situations de crises et post crises (activités d'urgence, camps de réfugiés, déplacements et migrations forcées...), CCFD, Secours Populaire, Secours islamique, OXFAM, Children Fund's,, Amnesty, MADERA, AFRANE...
- Institutions nationales et internationales : OMI, MAEE, AFD, HCR, ECHO, CICR
- Coopération décentralisée et collectivités territoriales
- Organismes publics ou privés intervenants sur des thématiques liées aux crises en France
- Fondations et réseaux: Fondation pour le Progrès de l'Homme, Coordination Sud, CONCORD (Bxl), SPHERE, SYNERGIE, COMPAS Qualité, CLONG, Groupe INITIATIVES...
- Entreprises et RSE

Les étudiants ayant validé leur M2 avec un mémoire recherche assorti de la validation d'une option méthodologie de la recherche M1&M2, peuvent par la suite candidater à une école doctorale en France, en UE ou dans un pays tiers.

## ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS M1&M2

Pour mémoire, le **M1S1 (239HCM + 48 HTD)** est commun à tous les parcours du master. Il est conçu pour des étudiants d'horizons disciplinaires divers et issus d'établissements de formation variés (université, école, institut-, cursus professionnel..). Il vise l'acquisition de " fondamentaux " nécessaires à l'étude et à l'action dans le domaine du développement. Il favorise également la révision et la consolidation d'une culture générale scientifique. Un enseignement de perfectionnement de langues (**18 HTD**) est obligatoire, sauf pour les étudiants présentant un diplôme spécifique de langue (dont la liste est établie par le SEGLAS et le SELVA de P1).

Les UE 1 et UE 3 sont suivies en intégralité par tous les étudiants.

Dans l'UE 2 les étudiants du parcours Crises suivent 3 cours au choix pour un total de 10 crédits (à partir de deux cours SHS les TD SHS correspondant sont obligatoires).

**M1S2 (219 HCM)** : à la fin du premier semestre de tronc commun, les étudiants, sur la base de leurs résultats et de leurs projets professionnels et, à la suite d'un entretien avec une commission d'orientation, peuvent être orientés vers le parcours. Durant le deuxième semestre, les étudiants suivent des enseignements de tronc commun (60h) et des enseignements propres au parcours. Un enseignement dit « option libre », choisi par l'étudiant, permet de personnaliser la formation.

**M2S3 (268 HCM)** : les étudiants ayant validé leur M1 sont, de droit, admis à poursuivre le parcours « Crises » en semestre 3 pour suivre 3 UE pour un total de 30 crédits. Un enseignement dit « option libre », choisi par l'étudiant, permet de personnaliser la formation. Cette option est comptabilisée à hauteur de 24HCM et peut selon l'enseignement choisi, et validation du responsable du parcours, être validé avec un volume horaire inférieur à ce seuil.

**M2S4 : un stage obligatoire** conventionné de 2 à 6 mois (2 mois minimum) selon les réglementations en vigueur est à effectuer entre le 1<sup>er</sup> mars et le 15 septembre. Il est suivi de la rédaction d'un rapport de stage intégré dans l'évaluation du parcours pour un total de 30 crédits. Etape centrale de la formation, la période du M2S4 dite de professionnalisation est destinée à préparer l'étudiant à :

1/ s'insérer dans le milieu professionnel du développement et de la solidarité internationale, il est donc vivement recommandé de faire un stage long c'est à dire couvrant la période de conventionnement la plus large possible (6 mois). La définition du projet de l'étudiant, la recherche, la réalisation du stage et la rédaction du rapport est étroitement articulée aux besoins des organismes d'accueil La recherche du stage est effectuée par l'étudiant avec un accompagnement administratif assuré par le service des stages de l'IEDES et l'appui de l'équipe du parcours qui actualise la liste des organismes ayant eu appel à des stagiaires de M2 Crises les années passées.

Ce stage implique fortement l'organisme d'accueil et les groupes professionnels spécialisés qui contribuent à l'apprentissage général aux métiers. La note de stage tient compte, du rapport remis par l'étudiant, de l'évaluation écrite de l'étudiant et de celle fournie par l'organisme d'accueil.

2/ préparer les modalités d'accès aux métiers de la recherche en France, UE ou à l'étranger. En France, le parcours Crises peut donner lieu à la validation d'un M2S4 avec un stage réalisé dans une équipe de recherche (UMR, IRD, CIRAD, CNRS etc..) et donnant lieu à la réalisation et soutenance d'un mémoire de recherche. Cette orientation étant très sélective, il est recommandé d'avoir validé en M1&M2 des enseignements en méthodologie de la recherche.

Les enseignements de S2 à S4, leurs volumes horaires et les coefficients sont présentés dans le TABLEAU n°1.

## MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

Le contrôle des connaissances du parcours « **Crises : interventions d'urgence et actions de développement** » reprend les modalités communes au règlement cadre de l'Université de Paris I.

Le jury se réunit immédiatement après la notation des mémoires de stage et calcule la moyenne générale annuelle de chaque étudiant sur la base des coefficients prévus. Il peut attribuer des « points de jury » aux étudiants qui n'ont pas obtenu la moyenne générale de 10/20.

La validation du parcours est assortie des mentions suivantes :

- passable, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 10
- assez bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 12
- bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 14
- très bien, lorsque la moyenne générale est égale ou supérieure à 16.

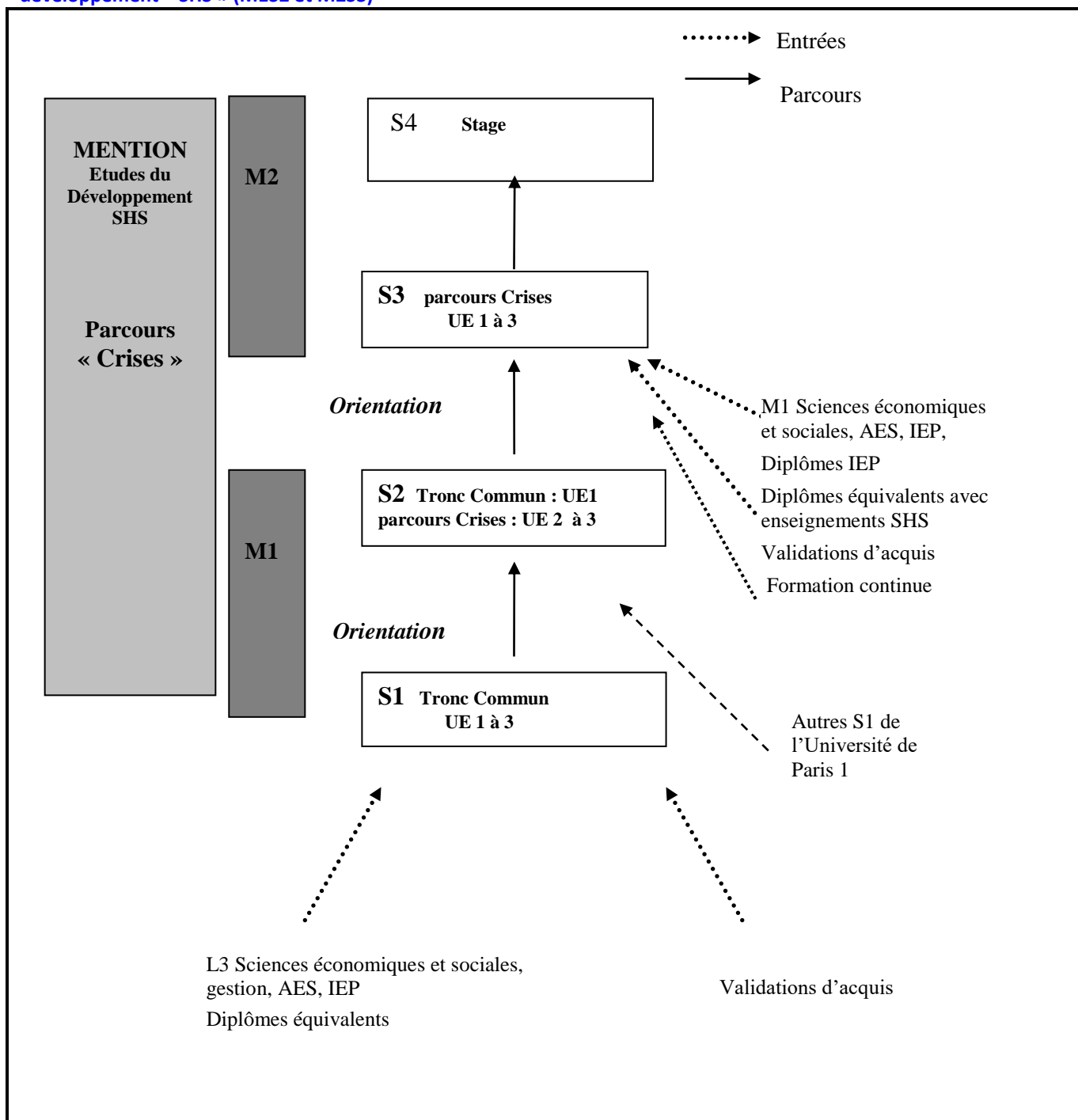
## VALIDATION DE LA MAITRISE D'UNE LANGUE ÉTRANGÈRE

Cette validation est obligatoire dans le cadre des masters. Elle est comptabilisée - assortie d'un coefficient et de crédits - dans le semestre 2 du M1. Sont exemptés de ces cours les étudiants présentant un diplôme et /ou un certificat de langue. Les étudiants étrangers seront invités à suivre un cours de FLE auprès de Paris I.

### EQUIPE PEDAGOGIQUE du parcours Crises (M1S1 à M2S4) 2018-19

ANGELOFF Tania	sociologue, professeur, Université de Paris I-IEDES, UMR 201
BEN NEFISSA Sarah	politiste, directrice de recherche IRD, UMR 201
BOUCHET- SAULNIER Françoise	juriste, <i>legal director</i> département juridique, MSF France
CAPITANT Sylvie	sociologue, maître de conférence, Université Paris I-IEDES UMR 201
CATTARUZZA Amaël	géopolitiste, maître de conférence, Ecole de Saint-Cyr Coëtquidan.
CHAUVENCY François,	colonel de l'armée de terre, Centre interarmées concepts et doctrines
CHAPUIS Quentin	économiste, ATER IEDES en économie.
CUSSO Roser	sociologue, professeur, Université de Paris I-IEDES, UMR 201
DAUVIN Pascal	sociologue, maître de conférences, Université de St Quentin en Yvelines
DESDOIGTS Alain	économiste, professeur, Université de Paris I-IEDES, UMR 201
ENTEN François	anthropologue, chargé de mission GRET, chercheur associé UMR 201
FIEVET BENZONI Frédérique	consultante internationale, ressources humaines et management d'équipe
GAUTHIER Léa	responsable de desk Iran Pakistan Egypte et Maroc, MDM France
GILLOT Gaëlle	géographe, maître de conférences, Université Paris I-IEDES, UMR 201
GUENARD Charlotte	économiste, maître de conférences, Université Paris I-IEDES, UMR 201
GRACELES Jacobo	sociologue, maître de conférences, Université Lille 2
GRILLON Céline	chargée de plaidoyer Réduction des Risques, VHC et VIH, MDM France
GUICHAOUA André	sociologue, professeur, Université de Paris I-IEDES, UMR 201
GUMUCIO Sybille	<i>Senior Public Health Advisor</i> , Médecins du monde .
JANIN Pierre	géographe, chargé de recherche IRD, UMR 201
JOURDAN Luca	anthropologue, professeur, Université de Bologne
JUNCA Marion	sociologue, desk Afrique, Médecins du monde
LE NAELOU Anne	sociologue, maître de conférences, Université de Paris I-IEDES
MACIAS Léa,	anthropologue, doctorante EHESS, Paris.
MARAZYAN Karine	économiste, maître de conférences, Université Paris I-IEDES, UMR 201
MARTY André	socio-pastoraliste, ex- <i>IRAM</i>
PLANEIX Ariel	anthropologue, chercheur associé, UMR 201
PROTAR Louise	sociologue, ATER IEDES en SHS
RIVELLOIS Jean	sociologue, chargé de recherche, IRD – UMR 201
SIMON Sandrine	responsable service analyse, recherche, plaidoyer, Médecins du monde
SINIC Anne	chargée de plaidoyer Réduction des Risques, Médecins du monde
VLASSOPOULOU Chloé	politiste, professeure, Université de Picardie
VIGNES-TOURNERET Sandra	contrôleur de gestion, Direction financière, Handicap International

Parcours « Crises : interventions d'urgences et actions du développement du master « Etudes du développement – SHS » (M1S2 et M2S3)



• ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS de 1<sup>er</sup> semestre de M1 (Tronc commun au parcours)

Intitulé des UE et des éléments pédagogiques (EP)		Volume Horaire		ECTS	
		CM	TD	Coef.	ECTS
<b>M1 Semestre 1</b>					
<b>UE 1 "Mise en perspective du développement"</b>				<b>10</b>	<b>10</b>
Cours obligatoire	<i>Histoire du développement</i>	20	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Mesure du développement</i>	22	0	2,5	2,5
Cours obligatoire	<i>Economie du développement</i>	24	0	2,5	2,5
Cours obligatoire	<i>Analyse quantitative du développement</i>	12	0	1	1
Cours obligatoire	<i>TD de l'UE 1</i>	0	14	2	2
<b>UE 2 "Analyse socio-économique du développement"</b>				<b>10</b>	<b>10</b>
NB: 10 crédits à obtenir dans la liste; certains cours peuvent être obligatoires					
Cours optionnel	<i>Sociologie du développement (SHS)</i>	24	0	2,5	2,5
Cours optionnel	<i>Sociologie politique (SHS)</i>	24	0	2,5	2,5
Cours optionnel	<i>Anthropologie du développement (SHS)</i>	18	0	2,5	2,5
Cours optionnel	<i>Microéconomie du développement (ECO)</i>	24	0	2,5	2,5
Cours optionnel	<i>Macroéconomie du développement (ECO)</i>	24	0	2,5	2,5
Cours optionnel	<i>Mondialisation du développement (ECO)</i>	20	0	2,5	2,5
Cours obligatoire	<i>TD de l'UE 2</i>	0	16	2,5	2,5
<b>UE 3 "Espaces et Populations "</b>				<b>10</b>	<b>10</b>
Cours obligatoire	<i>Géographie du développement</i>	18	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Géopolitique du développement</i>	18	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Démographie</i>	18	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Environnement et développement</i>	18	0	2	2
Cours obligatoire	<i>TD de langues et validation de la maîtrise LV</i>	0	18	2	2
<b>Total</b>		<b>284</b>	<b>48</b>	<b>30</b>	<b>30</b>
<b>Volume horaire étudiant</b>		<b>239</b>	<b>48</b>		



M1 Semestre 2		HCM - Coef & ECTS			
<b>UE 1 "Aide au développement : politiques et acteurs (TC)"</b>				8	8
Cours obligatoire	<i>Acteurs et institutions de l'aide</i>	20	0	3	3
Cours obligatoire	<i>Négociations internationales</i>	20	0	3	3
Cours obligatoire	<i>Conférences : pratiques sociales et professionnelles du développement</i>	20	0	2	2
<b>UE 2 "Crise(s) et développement"</b>				12	12
Cours obligatoire	<i>Crise urgence développement (séminaire central)</i>	24	0	5	5
Cours obligatoire	<i>Géopolitique des crises</i>	15	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Droit international humanitaire</i>	18	0	3	3
Cours obligatoire	<i>Initiation à la recherche (SHS) ou option libre</i>	18	0	2	2
<b>UE 3 "Facteurs de crise et sorties de crise "</b>				10	10
Cours obligatoire	<i>Identité et conflits</i>	18	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Justice, réconciliation, mémoire</i>	21	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Les armées dans les nouveaux conflits</i>	15	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Mafia, drogue, corruption</i>	15	0	2	2
Cours obligatoire	<i>Crises et vulnérabilités alimentaires</i>	15	0	2	2
<b>Total</b>		<b>219</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>30</b>

M2 Semestre 3					
<b>UE 1 "Crise(s)"</b>				10	10
Cours obligatoire	<i>Crise urgence développement 2 (séminaire central)</i>	24		2	2
Cours obligatoire	<i>Crises : présentation de cas (4 cas de 6 heures)</i>	24		1	1
Cours obligatoire	<i>Crises : choisir 2 études de cas (Burundi / Egypte / Sahel / Syrie) (liste provisoire de pays pouvant changer annuellement selon l'actualité)</i>	30		5	5
Cours obligatoire	<i>Réfugiés, migrations forcées, asile</i>	18		2	2
<b>UE 2 "Méthodologie" &gt; 3 cours obligatoires et un cours optionnel</b>				10	10
Cours obligatoire	<i>Indicateurs de crise et dispositifs d'interventions de sorties de crises</i>	16		2	2
Cours obligatoire	<i>Citoyennetés, contestations et pratiques politiques</i>	18		2	2
Cours obligatoire	<i>Sociologie des métiers de l'aide et de l'expertise</i>	15		2	2
Cours optionnel	<i>Méthodologie de l'observation sociale dans le champ du développement</i>	18		2	2
Cours optionnel	<i>Santé et développement: une approche économique</i>	18		2	2
Cours optionnel	<i>Reconfiguration politique des mondes arabes</i>	24		2	2
Cours optionnel	<i>Genre et développement</i>	24		2	2
<b>UE 3 "Gestion de projet et outils d'interventions"</b>				10	10
Cours obligatoire	<i>Gestion de projet : ressources humaines</i>	24		3	3
Cours obligatoire	<i>Gestion de projet d'urgence : analyse financière</i>	18		2	2
Cours obligatoire	<i>Gestion de projet : urgence</i>	21		3	3
Cours obligatoire	<i>Gestion de projet : évaluation et capitalisation</i>	18		2	2

**DESCRIPTIF DES COURS M1S2 à M2S3****A/ Cours de M1S2****• UE1 Tronc commun SHS****Acteurs et institutions de l'aide** (coord. par Anne Le Naëlou,)

Constitué de quatre parties, ce cours vise à présenter les acteurs de l'APD mondiale et française, la lente construction d'une Politique européenne de développement et la place montante des acteurs non souverains (ONG et Fondations). Les intervenants privilégient les évolutions des mandats, dispositifs et des champs d'interventions de ces différents niveaux de l'aide et les débats en interne et externes qu'ils suscitent.

**Cycle Conférences professionnelles et sociales dans le domaine du développement** (coord. par Gaëlle Gillot)

Douze intervenants professionnels viennent présenter, tous les vendredis après-midi, leurs parcours et expériences professionnels et présentent de manière critique, et interactive avec les étudiants, leurs métiers actuels, leurs organismes employeurs, les évolutions qui concernent leur pratique professionnelle et plus largement le domaine de l'aide et du développement. Mêlant profils plus ou moins expérimentés, ce cycle de conférence invite souvent des anciens iédésiens avec lesquels les échanges se révèlent très constructifs pour l'élaboration des projets professionnels des étudiants de M1.

**Les négociations internationales autour de la mise en oeuvre des ODDs**

(coord par l'IDDRI <http://www.iddri.org/et> A. Le Naëlou)

Sur la base d'un panorama des négociations internationales récentes et/ou en cours, l'objectif de ce module est de pointer les déterminants d'une négociation internationale dans le domaine du développement durable et de mettre les étudiants en capacité de comprendre et d'analyser les constructions des positions par les parties prenantes et d'envisager les alliances entre acteurs possibles.

**• UE2 Crise(s) et développement****Crise urgence développement (séminaire central)** (coord. par Anne Le Naëlou,)

Ce séminaire central qui se déroule sur deux semestres accompagne au fur et à mesure de la formation de master les articulations entre les trois 'objets' du parcours et les interactions entre les acteurs qui y sont mobilisés

- la crise, les crises,
- le développement
- les interventions d'urgence

Il contribue à donner la cohérence d'ensemble aux enseignements plus théoriques « facteurs de crise » (Famines, Réfugiés, Mafias, Corruption et Identités) et disciplinaires (Géopolitique et DIH) du M1, au travail d'analyse de cas pays (mémoires) et aux enseignements 'professionnels du M1&M2.

Ce module abordera aussi l'Anthropologie de l'aide humanitaire en situations de conflits

Alors qu'anthropologues et praticiens de l'aide humanitaire partagent de nombreux points communs, leurs relations ont souvent mêlées fascination et suspicion réciproques. Malgré des expériences de collaboration récurrentes depuis des décennies, et malgré l'habitude de travailler ensemble dans le monde anglo-saxon, une certaine incompréhension demeure encore, de part et d'autre, tant sur les méthodes de travail que sur les objectifs des uns et des autres.

Du côté des praticiens, la professionnalisation croissante des ONG humanitaires peut-elle permettre de changer la donne ? Du côté des anthropologues, l'ouverture de plus en plus marquée ces dernières années vers une anthropologie plus engagée peut-elle faire bouger les choses ?

Pour les acteurs de l'aide, comment s'enrichir des regards des anthropologues, de leurs analyses, pour des ONG dont le leitmotiv, que ce soit en situation de conflit, de pauvreté ou de catastrophe naturelle, est d'aider le mieux possible les populations ?

Ces questions seront collectivement débattues autour d'invités spécialistes (santé, réfugiés, alimentation, environnement, genre, micro crédit, etc.) .

**Géopolitique des crises** (Amaël Cattaruzza)

Méthodes et concept de la géopolitique (méthodologie multi-scalaire, multidimensionnelle, plusieurs temporalités et concepts classiques avec leurs évolutions - frontières, Territoire, Etats, nouveaux acteurs, etc.)

Géographie de la guerre et de la paix (analyse de l'évolution des conflits contemporains, problématique du post-conflit - maintien de la paix, réfugiés, idéologies - conflits du futur)  
Etudes de cas pour chaque notion abordée et évaluation par dossiers collectifs

### **Droit International Humanitaire** (*Françoise Bouchet-Saulnier*)

La question du droit international humanitaire (DIH) sera ouverte autour du tremblement de terre qui a eu lieu à Haïti en janvier 2010 : visionnage de films et débat sur l'aide humanitaire en temps de catastrophe (naturelle ou du fait de l'homme)

• L'introduction se déroulera autour des questions suivantes :

Qu'est-ce que le DIH ? Que sont les droits de l'Homme ? et comment les deux interagissent

Quelles sont les sources du DIH ?

• Ensuite, on abordera les règles essentielles et les principes fondamentaux du DIH :

Les populations protégées et les biens protégés

La limitation des méthodes de guerre

Les moyens de mise en œuvre du DIH : les moyens préventifs, les moyens de contrôle et les moyens de répression,

• En 3<sup>ème</sup> lieu, un certain nombre de questions choisies seront développées :

- Le droit d'initiative humanitaire et le droit d'accès
- Les principes du DIH : humanité, impartialité, neutralité, indépendance
- L'ingérence/droit d'ingérence humanitaire/Opérations militaro-humanitaires
- Les méthodes de guerre : L'usage de la force doit toujours être soumis à un objectif politique légitime et limité à des objectifs militaires déterminés.

• La question du respect du DIH et de la sanction de ses violations sera ensuite abordée :

- Le DIH et la répression pénale
- Les causes possibles de violations du DIH : méconnaissance du DIH, absence de système centralisé de contrôle et de sanction (comme pour tout DI), « c'est la nature de la guerre qui le veut »
- Les différents tribunaux internationaux : les tribunaux de Nuremberg et Tokyo, le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, et la Cour pénale internationale. Les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les génocides et la purification ethnique

### **Option libre**

Les étudiants sont invités à personnaliser leur parcours en choisissant de suivre un cours dans l'offre de formation de l'IEDES, ou plus largement de Paris1, ou à l'extérieur de l'université Paris 1, avec l'accord du directeur du parcours.

En M1S2, un cours optionnel d' « **Initiation à la recherche** » est ouvert à tous les étudiants du M1. N'engageant en rien à une poursuite d'études dans une filière « recherche », ses objectifs principaux sont de fournir des outils, des méthodes de travail, des "réflexes intellectuels", des savoir-faire afin d'aborder tout travail de recherche, de réflexion personnelle et/ou de rédaction allant au-delà des travaux "habituels" ou ordinairement demandés (articles, dossiers documentaires assortis de synthèse, rapports de stage; mémoires de toutes sortes...). Il est organisé selon les deux modules suivants:

1- « méthodologie de la recherche documentaire et de son exploitation » (méthodes de recherche, de sélection et de gestion des références bibliographiques, notamment à l'aide de logiciels dédiés et conception des mémoires et rapports de stage : des « attendus » aux normes et outils informatiques de mise en forme, etc...)

2- « construction d'un projet de recherche et enquêtes de terrain ». Cette partie du module est consacrée au choix d'un sujet de recherche, à la formulation d'une problématique et d'hypothèses, aux méthodes d'enquête, à la conduite d'un entretien, aux biais de l'enquête, à l'analyse des matériaux de terrain. Les études de cas et des exercices de simulation sont privilégiés.

### **• UE3 Facteurs de crises et sorties de crises**

#### **Identités et conflits** (*Luca Jourdan*)

Le contexte de la fin de la Guerre Froide se caractérise par de grandes incertitudes face aux nouvelles dynamiques « globales » d'instabilité difficiles à appréhender et comprendre à l'aide des catégories classiques d'analyse. Deux paradigmes dominant et structures les recherches sur les crises actuelles dans les pays du Sud : celle de la fin des idéologies et celle des logiques de prédation. Ce cours présentera comment les différents courants de recherche pensent, dans ce contexte, les relations entre les « nouvelles guerres » et la question identitaire sous ses diverses formes (ethnique, religieuse, etc.). Nous débiterons par la lecture de textes qui proposent les différentes approches de l'identité : substantialisme, relationnel, constructiviste. Dans un second temps, nous aborderons les

auteurs qui interprètent les nouvelles crises en relation avec la question identitaire. Enfin, dans un troisième temps, nous nous interrogerons sur les corrélations établies entre l'intensité des effets de la violence et les identités afin de cerner une des modalités fondamentales des crises extrêmes.

Mots clé : nouvelles guerres, fin des idéologies, prédation, ethnicité, religion

### **Justice, mémoire et réconciliation** (*Sylvie Capitant*)

La justice transitionnelle, la justice pénale internationale, les processus de vérité et réconciliation, la lutte contre l'impunité, le travail de mémoire etc... Les chercheurs ainsi que les acteurs de la solidarité internationale développent un champ lexical de plus en plus fourni et diversifié pour décrire les processus à l'œuvre dans les pays, sociétés, régions « post-conflit », ayant eu à connaître la commission de crimes internationaux (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre), de violations massives de droits de l'homme, de politiques généralisées d'exécution extrajudiciaire. Les questions de justice se sont depuis vingt ans radicalement internationalisées. La question de « la mémoire », même si elle est loin d'être nouvelle, est devenu un secteur professionnel d'intervention animé par des ONG, des associations, des centres de recherche puissants.

Ce séminaire présentera les différentes formes et catégories d'intervention développées aujourd'hui autour de ces questions que ce soit en terme de justice internationale, de justice transitionnelle ou de mémoire. IL dressera une cartographie des acteurs, des échelles et des enjeux. Ce séminaire n'a pas pour but de former des « juristes » de la mémoire, mais de mettre en lumière les dimensions politiques et sociales de ce genre d'approches ainsi que leurs contradictions : pardonner sans punir, punir sans pardonner, sélectivité des poursuites, sous-estimation des raisons du conflit, instrumentalisation de la mémoire et de la justice etc.

Les situations d'Afrique des Grands lacs et d'Amérique latine seront plus particulièrement étudiées selon une méthode participative où chaque étudiant sera amené à se focaliser sur une situation et à partager ces analyses avec le groupe. Les ressources audiovisuelles seront particulièrement mobilisées.

Les objectifs pédagogiques sont les suivants :

- comprendre les notions centrales sur lesquels repose ce champ (justice transitionnelle, justice pénale internationale, réconciliation, crimes contre l'humanité, complémentarité, politiques de la poursuite ...)
- maîtriser la cartographie des acteurs dans ce domaine
- comprendre les mécanismes d'articulation entre les niveaux national et international;
- être capable de comprendre la dimension de « diplomatie internationale » au cœur de ces questions ;
- produire une analyse critique de la rhétorique de la mémoire ;
- maîtriser un cas spécifiques.

### **Les armées dans les nouveaux conflits : une approche globale** (*Colonel François Chauvency/CIDAN*)

Problématiques

- La guerre aujourd'hui
- Politique de défense de la France et livre blanc
- L'organisation de la défense française aujourd'hui
- La nouvelle approche des conflits par les forces armées
- Gestion de crise et coopération civilo-militaire

Études de cas

La coopération civilo-militaire sur les théâtres d'opération (Afghanistan, RCI...)

Conclusion Une approche interministérielle de la résolution des conflits et des coopérations possibles avec la société civile

### **Mafia, Drogue, Corruption** (*Jean Rivelois*)

Les principaux points abordés pour l'étude des crises, illustrés par des études de cas (en Amérique latine, mais également en Europe ou aux Etats-Unis) seront :

- Panorama des causes structurelles des situations de crise : *l'ingouvernabilité* : violence politico-sociale, clanisme politique et corruption des élus ; l'instabilité politique et la délégitimation du personnel politique provoquées par la corruption ; généalogie des systèmes politiques : des dictatures aux élections libres ; alternance politique et démocratie ; politiques économiques libérales et corruption ; développement de la criminalité et corruption.
- *violence sociale et efficience économique* : la question du partage des bénéfices de la rente ; typologie des comportements corruptifs ; la théorie de la gouvernance.

- *la légitimité politique* : la corruption en termes d'*échange social* à travers les stratégies des acteurs. Corruption et pouvoir local ; les limites du clientélisme et le rapport à l'Etat de droit ; l'analyse des interactions entre acteurs intégrés au système et acteurs criminels selon les pays et essai de typologie de ces interactions.
- *la question de la légalité juridique* : la corruption et le *rapport à la loi*. La lutte contre la corruption : traitement d'ordre professionnel, traitement d'ordre organisationnel, traitement d'ordre structurel et traitement répressif ; l'efficacité des sanctions.

Objectifs pédagogiques :

- 1) comprendre comment les crises (sociales, politiques ou économiques) sont liées à l'institutionnalisation de comportements corruptifs (différents selon les types d'Etat) et violents de la part d'acteurs intégrés au système et d'acteurs criminels extérieurs au système qui entretiennent des interactions également différentes selon les types d'Etat ;
- 2) caractériser les comportements corruptifs et violents et complexifier l'analyse de la corruption en interprétant celle-ci comme un effet de système (politique, économique) ;
- 3) établir une typologie des différents groupes criminels : leur rayon d'action, leur enracinement local, la création des routes des trafics. Leurs pratiques : entre menace d'exercice de la violence, violence réelle ou corruption des agents politiques et institutionnels.
- 4) Construire une posture analytique face l'interprétation idéologique de la corruption ("tous pourris") et l'interprétation moralisante de la corruption ("c'est mal") en prenant en compte les faits sociaux, économiques et politiques qui fondent les comportements corruptifs par delà l'enrichissement personnel des agents corrompus.

**Normes, crises et vulnérabilités alimentaires (coordonné par François Enten)**

Ce cours cherche à faire questionner les étudiants sur les outils institutionnels qu'ils auront à gérer, comme praticiens de l'aide internationale et gestionnaires de projets de réponse aux urgences et insécurités alimentaires. Il présente des analyses conceptuelles et empiriques des famines et de la sécurité alimentaire, ainsi que des mécanismes de préventions et de secours, le propos étant illustré par des études de cas.

Après une introduction sur l'histoire des famines et sur les formes de la faim dans le monde, il reprend les principales théories sur la famine (Malthus, Sen,...), pour souligner comment elles façonnent les solutions/réponses institutionnelles de façon technocratique.

Les famines et crises sont ensuite traitées sous l'angle des dispositifs globaux de la faim, tels que les systèmes d'alerte précoce (SAP). Ces instruments d'évaluation des crises sont les plus communément partagés par les opérateurs humanitaires. Ils seront analysés comme des construits sociaux aux paramètres évolutifs (bilans céréaliers, cours des prix, malnutrition infantile, etc...), soumis aux tensions institutionnelles et aux incertitudes méthodologiques. Cette lecture est complétée par la description de l'évolution du régime de l'aide alimentaire, passant de régime d'aide d'urgence à celui de régime de filets sociaux de sécurité.

Plusieurs études de cas viendront illustrer ces analyses.

La grille d'analyse des famines est appliquée à l'étude de différents cas de famines (Bangladesh, Soudan, Ethiopie, Madagascar, Irak, en fonction du temps).

## B/ Cours de M2S3

### UE1 Crise(s)

#### **Crise urgence développement (séminaire central) (Anne Le Naëlou, Pascal Dauvin)**

Ce séminaire central se déroule sur deux semestres du M1& M2. Il invite les étudiants à envisager les articulations, les enjeux et les stratégies d'acteurs mobilisés en regard de trois notions

- la crise, les crises,
- le développement
- les interventions d'urgence

Il contribue à donner la cohérence d'ensemble aux enseignements plus théoriques « facteurs de crise » (Famines, Réfugiés, Mafias, Corruption et Identités) et disciplinaires (Géopolitique et DIH) du M1, au travail d'analyse de cas pays M2 (mémoires) et à l'ensemble des enseignements 'professionnels du M1&M2.

#### **Analyse des situations de crises :**

A l'issue des 4 cas pays présentés sur une journée par un spécialiste de la zone étudiée, les étudiants choisissent de travailler sur deux cas avec production d'un mémoire.

A l'issue du semestre, les démarches et résultats des mémoires sont restitués sous forme de mini colloques entièrement pris en charge par les ateliers et ouverts aux publics internes de l'IEDES et externes intéressés.

- Bangladesh
- Syrie
- Egypte
- Burundi

#### **Réfugiés, migrations forcées, asile (Chloé Vlassopoulou, Sadio Soukouna)**

L'objet de ce séminaire de 18 heures est de présenter quelques dimensions essentielles de la problématique des « réfugiés » telle qu'elle se présente aujourd'hui à bon nombre de professionnels travaillant dans les organisations administratives, juridictionnelles ou associatives en relation avec les victimes de migrations forcées. Sans pouvoir aborder l'ensemble des enjeux que soulève l'accueil des exilés notamment en situation de crise, il s'agira de mettre en question un certain nombre de lieux communs relatifs à l'éligibilité des personnes au statut de « réfugié », relatifs aux finalités des organisations spécialisées dans l'aide aux exilés, relatifs aux fonctions sociales des lieux d'accueil des exilés et relatifs, enfin, aux conditions d'émergence de l'enjeu migratoire dans le champ politique. Le séminaire bénéficie des activités du réseau scientifique TERRA et s'appuiera sur la documentation mise à disposition sur le site du réseau : <http://terra.rezo.net>

### UE2 « Méthodologie » > Composée de 3 cours obligatoires et d'une option

#### **Sociologie des métiers de l'aide et de l'expertise (Anne Le Naëlou)**

Ce cours de 15h, mutualisé avec les étudiants de M2R, s'appuie sur une posture théorique connue : il existe des configurations favorables à l'expertise et aux experts. Construction sociale historiquement déterminée, l'expertise exerce une procédure de catégorisation sociale, notamment quand elle a pour objectif de décrire et comprendre les sociétés en développement, l'expertise (et les experts qui la réalisent) est ici considérée comme une activité sociale menée par des agents sociaux qui contribuent ainsi à la fabrication et aux transformations des mondes sociaux.

Les exemples empiriques mobilisés relèvent plus particulièrement de deux grand domaines d'intervention: les politiques de développement au sud et, dans une moindre mesure, les politiques sociales au nord. L'observation et la réflexion sur les catégories de connaissance produites et circulant dans ces deux domaines permettent d'aborder l'évolution des rôles des ONG et des acteurs associatifs dans leur champ respectif.

Objectifs

- Mener et argumenter une réflexion théorique sur les notions d'expert et d'expertise comme constructions sociales
- S'exercer à décrypter les différentes caractéristiques de rhétorique de l'exercice d'expertise
- Appréhender les enjeux de l'exercice d'expertise dans la formulation des projets et des programmes de développement et de politiques sociales.

#### **Indicateurs de crise et dispositifs d'interventions de sorties de crises (Léa Macias)**

In this course, we will reflect on the challenges of conflict prevention, management and resolution in Africa and engage with various forms of conflicts including ethnic violence, insurgencies, electoral conflict, political transitions

and secessionism in both strong and weak states. The course has two goals: the first one is to better understand how policy is made when responding to crises in Africa, with an emphasis on the UN, and to analyse the key issues and debates arising from these processes. The second goal is to understand the complex dynamics of conflict through cases studies and to provide students with some tools to undertake conflict analysis. The course readings will include academic literature as well as recent policy documents. Students will have the opportunity to discuss current events in Africa, like for example the intervention in Mali, as well as interact with senior mediators and policymakers, who will be invited as guest speakers.

### **Citoyennetés, contestations et pratiques politiques** (*Sylvie Capitant*)

#### **Option libre (Enseignements recommandés 2019-20 avec planning compatible**

### **Méthodologie de l'observation sociale** (*Anne Le Naëlou*)

Ce cours rappelle les enjeux des systèmes d'observations et d'enquêtes qui se sont succédés dans l'histoire des sciences sociales, puis revient de manière interactive avec les étudiants sur les étapes d'une démarche scientifique et leurs applications dans les milieux professionnels, comme dans ceux de la recherche, sur le développement. Différentes méthodes de recueil de données qualitatives sont abordées avec des exemples de travaux réalisés par les étudiants et apportant un soutien précieux à l'élaboration des mémoires du semestre et du rapport de stage.

### **Reconfiguration politique des mondes arabes** : Sarah Ben Nefissa, Tourya Gaaaybess et Marie Vanetzell (24h)

Le « printemps arabe » a entraîné une reconfiguration politique générale des mondes arabes, notamment sur le plan interne aux différents pays. Cette reconfiguration est en train de se dérouler, elle est diversifiée et multiple et son issue est une inconnue. Par-delà les implicites de la « transitologie », aussi bien les révoltes/révolutions que les transformations politiques en cours interrogent les paradigmes d'analyse des sociétés de la région. De même, elles mettent l'accent sur les apports que ces recompositions peuvent apporter aux sciences sociales et politiques en général. A partir notamment de l'exemple égyptien, tunisien, l'objectif général de cet enseignement est de contribuer aux interrogations scientifiques actuelles sur les mutations politiques des sociétés de la région. Trois thématiques seront privilégiées : mobilisations et révolutions : questions sociales, mutation du champ médiatique ; transformation du champ politique, institutionnel et électoral.

### **Santé et développement : une approche économique** (*K Marazyan*)

### **Genre et développement** (*Tania Angeloff*)

Historiquement absente des politiques de développement, la question des rapports de genre est progressivement devenue une problématique incontournable depuis la conférence de Beijing (1995). Le séminaire « Genre et développement » vise à fournir aux étudiants les principaux concepts, méthodes d'enquête et outils d'analyse concernant les rapports hommes/femmes dans le champ du développement. Il a pour objectif de comprendre l'importance du genre en tant que dimension transversale à toutes les questions de développement. Pour cela, le séminaire partira d'un questionnement fondamental : Comment la prise en compte des rapports de genre, socialement construits et historiquement situés, permet-elle d'enrichir le regard sur les questions de développement (travail, éducation, santé, violences, changements climatiques, etc.) ? Inversement, comment les politiques de développement répondent-elles aux inégalités sexuées ? Par exemple, le modèle économique néolibéral dominant a-t-il aggravé les inégalités ? Ou au contraire, la prise en compte de relations inégales entre les sexes, dans les pays du sud comme partout ailleurs, a-t-elle permis de résorber, ou du moins de diminuer les violences, conflits, spoliations à l'encontre des femmes et des groupes vulnérables ? L'approche en termes de « genre » renvoie aux constructions identitaires féminine ET masculine. Ces dernières sont-elles prises en compte pour les hommes, comme pour les femmes, dans les programmes de développement ? En d'autres termes, les hommes seraient-ils les oubliés des problématiques de genre dans le développement ? Enfin, les femmes et les hommes ne forment pas des groupes sexués homogènes dans la mesure où existent d'autres formes d'inégalités : d'âge, de classe, de race. Dans ces conditions, comment la dimension transversale du genre enrichit-elle la compréhension de phénomènes sociaux imbriqués ? Si pendant plusieurs décennies, l'usage du genre dans les programmes de développement a consisté à s'intéresser aux femmes en tant que « groupe vulnérable », qu'en est-il aujourd'hui des dimensions croisées –ou « intersectionnelles » -des inégalités ?

### **UE3 Gestion de projet et outils d'intervention**

Les enseignements de cette UE 3 sont entièrement assurés par des professionnels du développement. Le travail se fait sous formes d'ateliers et par petits groupes en privilégiant les exemples concrets et les mises en situation.

• **Gestion de projet : ressources humaines** (*Frédérique Fievet Benzoni*)

Introduction à la GRH dans les interventions humanitaires

- Rôle d'une politique RH, de la GRH
- Qui gère les RH ?
- Risque d'une mauvaise GRH
- Les outils de la GRH
- Qui fait quoi en matière de GRH/MRH
- Les activités d'un service RH/ le rôle d'un manager
- La GRH dans l'humanitaire
- Spécificités et défis de la GRH dans l'humanitaire
- Focus sur les RH nationales
- Les différents types d'acteurs et de statuts
- Qu'est ce qu'un organigramme ? Quels sont les différents types d'organigramme ?

A une séance d'introduction sur ces thématiques succèdent des études de cas pratiques en groupe intégrant une évaluation interactive.

• **Gestion de projet d'urgence : analyse financière** (*Sandra Vignes-Tourneret*)

• **Gestion projet : urgence** (*Léa Gauthier*)

• **Gestion de projet : évaluation, capitalisation, plaidoyer** (*Sybille Gumucio, et équipe MDM*)

**ENVIRONNEMENT DE LA RECHERCHE ET LABORATOIRE D'ACCUEIL : UMR « Développement et Sociétés » P1 - IRD**

L'IEDES est un institut poursuivant trois missions articulées autour de la mention nationale « Etudes du développement » : enseignements par et à la recherche, recherches et publications. Il publie la Revue internationale des études du développement (anc. Revue tiers monde) (<http://iedespubli.hypotheses.org/la-revue/presentation>).

Une gouvernance originale lui assurant une autonomie scientifique dans ces activités, est complétée par un Comité d'Orientation Stratégique composé de personnalités de plusieurs univers professionnels ayant un rôle consultatif sur les orientations et stratégies de l'établissement.

Une association AED regroupe des étudiants, anciens étudiants et amis de l'IEDES autour de divers projets et événements. Pour toute information concernant la vie institutionnelle de l'IEDES, piloté par Mme Marie Bardin ([Vie.institutionnelle.IEDES@univ-paris1.fr](mailto:Vie.institutionnelle.IEDES@univ-paris1.fr)).

Les parcours du master « Etudes du développement » bénéficient du potentiel de recherche des activités scientifiques de l'**Unité Mixte de Recherche « Développement et Sociétés »** <http://umr-developpement-societes.univ-paris1.fr/>. Créée en 2008, elle associe des chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement et des enseignants chercheurs de l'Institut d'études du développement économique et sociale de l'Université Paris 1 autour d'un projet commun : l'étude pluridisciplinaire et multidimensionnelle des processus de développement dans les sociétés du Sud. Les recherches sont menées en Afrique subsaharienne, en Amérique Latine, en Méditerranée et en Asie.

Elles s'organisent autour de deux axes :

- « Accès aux ressources, reconfigurations du politique, et conflictualités » ;
  - « Inégalités, Genre et Développement »
- et d'un pôle transversal « Fabrique du développement »

Les étudiants de master et les doctorants sont invités à participer aux réunions thématiques par axes ainsi qu'au séminaire central de l'UMR « Le développement : mise en perspective » une fois par mois sur l'heure du déjeuner.

L'objectif est de susciter un intérêt et une pratique de recherche auprès des étudiants, futurs professionnels appelés à travailler dans des structures diverses publiques ou privées en France et à l'étranger, afin de tisser des liens pérennes avec l'Unité en participant aux activités de recherche.<

L'IEDES est situé sur le Campus du Jardin d'Agronomie Tropical de Paris (JATP) qui regroupe des organismes de recherche (CIRAD, CIREN, UMR 201) et des structures professionnelles reconnues (GRET, AVSF, CEDIMES, AGTER, ONF international, KINOME, Plate forme du Commerce Equitable) sur les questions de développement et de développement durable dans diverses régions du monde.



## LOCALISATION ET CONTACTS

Le campus du Jardin Tropical de Paris est situé à 15 mn de Châtelet-Les Halles. Pour s'y rendre : RER A Station Nogent sur Marne - ou bus 114 ou 210 à partir de Château de Vincennes.

Service de la scolarité : [scolarite-iedes@univ-paris1.fr](mailto:scolarite-iedes@univ-paris1.fr).

45 bis av. de la Belle Gabrielle - 94736 NOGENT SUR MARNE.

tél. : +33 (0)1 43 94 72 15

<http://www.univ-paris1.fr/ufr/iedes/>

Plan d'accès au campus :

